

**Point de presse du porte-parole -
Rejet de la résolution sur
l'utilisation des armes chimiques en
Syrie/Rappel de la déclaration du
ministre - Participation de M. Désir
à la 34ème session du conseil des
droits de l'Homme - Visite par M.
Fekl du salon international de
l'agriculture - Commission de
l'océan Indien/Participation de M.
Le Guen - Mali/Installation de
l'autorité intérimaire de la région de
Kidal - Arménie/UE/Accord de
partenariat complet et renforcé -
Yémen/Recours à des enfants
soldats - Ukraine
(Paris, 01 mars 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a rappelé la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Nations unies - Rejet de la résolution sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie - Rappel de la déclaration du ministre (28 février 2017)

Avec les États-Unis et le Royaume Uni, la France a présenté au conseil de sécurité des Nations unies un projet de résolution visant à sanctionner les auteurs des attaques chimiques que le mécanisme conjoint d'enquête et d'attribution (JIM) a confirmées en Syrie. La Russie a décidé d'opposer son veto à ce texte. Il s'agit d'une lourde responsabilité vis-à-vis du peuple syrien et du reste de l'humanité.

En adoptant la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), la communauté internationale a voulu bannir à jamais la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi de telles armes de destruction massive. Ce régime de non-prolifération doit à tout prix être préservé. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour la paix et la sécurité internationales.

En Syrie, l'utilisation d'armes chimiques par le régime et par Daech, y compris contre les populations civiles, est intolérable. Il est crucial de ne pas laisser impunis les crimes de ceux qui choisissent d'utiliser de telles armes. C'est la raison pour laquelle la France a pris l'initiative, avec ses partenaires, de ce projet de résolution. Elle regrette vivement que le conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de s'unir pour tirer les conséquences de tels actes.

La France ne se résignera pas aux exactions qui continuent à s'abattre sur le peuple syrien. Elle poursuivra ses efforts, avec ses partenaires, pour lutter contre l'impunité et le recours aux armes chimiques. Elle souhaite que les Nations unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques restent pleinement mobilisées dans cette perspective.

2 - Nations unies - Participation de M. Harlem Désir à la 34ème session du conseil des droits de l'Homme (Genève, 1er mars 2017)

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, participe aujourd'hui à Genève à la 34ème session du conseil des droits de l'Homme.

Il renouvellera l'engagement de la France en faveur de l'universalité des droits de l'Homme et rappellera notre soutien au conseil des droits de l'Homme. Pour la période 2018-2020, la France est candidate à un nouveau mandat dans cette enceinte, qui contribue à mobiliser la communauté internationale face aux situations les plus graves.

M. Harlem Désir participera au panel de haut-niveau sur la peine de mort. Il s'entretiendra avec le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, le directeur général de l'office des Nations unies à Genève, le président du comité international de la Croix-Rouge, et le président de la fédération internationale des droits de l'Homme.

3 - Diplomatie économique - Visite par M. Matthias Fekl du salon international de l'agriculture (Paris, 1er mars 2017)

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger, se rend aujourd'hui au salon international de l'agriculture.

Avec M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du gouvernement, il présentera le plan stratégique pour l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires et ses trois priorités : accompagnement des entreprises à l'export, ouverture à de nouveaux marchés et promotion des produits français.

M. Matthias Fekl échangera avec des représentants des fédérations professionnelles (céréales, fruits et légumes, volailles, filières porcine et bovine, vins et spiritueux, vignerons indépendants, brasseurs de France).

M. Matthias Fekl défendra la valorisation des terroirs promue par les entreprises innovantes et créatrices d'emplois. Il rappellera que la protection des indications géographiques est au coeur de l'action du gouvernement et doit progresser dans tous les pays où nos appellations sont encore usurpées. Il réaffirmera la détermination du gouvernement à lever toutes les entraves aux exportations agricoles françaises.

Les produits agricoles et agroalimentaires constituent le troisième excédent commercial français en 2016 (5,9 MdEuros). La France maintient dans ce secteur son rang de cinquième exportateur mondial.

4 - Océan Indien - Participation de M. Jean-Marie Le Guen au 32ème conseil des ministres de la commission de l'océan Indien (La Réunion, 1er mars 2017)

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé du développement et de la Francophonie, présidera le conseil des ministres de la commission de l'océan Indien, qui se tient aujourd'hui à Saint-Denis-de-La-Réunion.

Ce conseil sera l'occasion de faire le bilan de la présidence française, qui s'est articulée autour de trois priorités : sécurité, protection de l'environnement et connectivité.

À l'issue du conseil, la France transmettra la présidence de l'organisation à la République de Maurice.

5 - Mali - Installation de l'autorité intérimaire de la région de Kidal (28 février 2017)

La France salue l'installation le 28 février de l'autorité intérimaire de la région de Kidal.

Cette nouvelle avancée dans l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation doit permettre une meilleure représentation politique des populations du nord du Mali. Elle constitue une étape essentielle dans la restauration de l'autorité de l'État malien sur l'ensemble du territoire.

La France encourage les parties signataires à persévérer dans la mise en oeuvre des accords d'Alger et notamment dans l'installation d'autorités intérimaires dans toutes les régions du nord du Mali. Elle continuera d'apporter son soutien aux efforts en faveur de la paix, de la sécurité et du développement du Mali.

6 - Arménie - Union européenne - Accord de partenariat complet et renforcé

La France salue la conclusion des négociations de l'accord de partenariat complet et renforcé entre l'Union européenne et l'Arménie, annoncée par le président du Conseil européen, M. Donald Tusk, à l'occasion de la visite du président de la République d'Arménie, M. Serge Sarkissian, les 27 et 28 février à Bruxelles.

Cet accord, conclu à quelques jours de la visite officielle que le président Sarkissian effectuera en France les 8 et 9 mars, répond à l'appel lancé par le président de la République en Arménie en mai 2014 à renforcer les relations entre l'Union européenne et ce pays.

Cet accord permettra d'approfondir le dialogue politique entre l'Union européenne et l'Arménie autour de notre attachement commun à la démocratie, aux droits de l'Homme et à l'État de droit. Il facilitera le développement des coopérations dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'environnement. Il créera de nouvelles opportunités en matière de commerce et d'investissements, tout en assurant la protection des indications géographiques françaises et européennes.

7 - Yémen - Recours à des enfants soldats

La France condamne le recours par les Houthis aux enfants soldats, que le haut-commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies a documenté.

La France appelle toutes les parties au conflit au Yémen à respecter le droit international qui interdit le recrutement d'enfants dans les conflits armés. Dans le cadre du dixième anniversaire des «Principes et engagements de Paris», nous avons organisé le 21 février avec l'UNICEF la conférence internationale «Protégeons les enfants de la guerre» sur le sort des enfants dans les conflits armés.

La France rappelle l'urgence d'une solution politique, seule à même d'empêcher une nouvelle dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Yémen et de lutter contre le terrorisme. Nous réitérons notre plein soutien aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies, M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed.

8 - Ukraine

Q - Quelle est la position de la France sur la possibilité d'inclusion des États-Unis dans les négociations sur l'Ukraine dans le Format Normandie ?

R - Le «format Normandie» constitue un cadre permettant un dialogue productif et régulier dont l'objectif est de parvenir à la mise en oeuvre intégrale des accords de Minsk.

Ce cadre est accepté par toutes les parties. Nos partenaires européens et les États-Unis, qui sont régulièrement informés de ses travaux, peuvent également jouer un rôle utile en incitant la Russie et l'Ukraine à tenir leurs engagements. La France les y encourage./.